

FORET COMMUNALE DES ARCS SUR ARGENS
BAIL PORTANT LOCATION AMIABLE
DU DROIT DE PÊCHE EN FORÊT COMMUNALE

Le présent bail a pour objet de préciser les modalités de partage du droit de pêche :

Entre les soussignés,

La commune des Arcs sur Argens , représentée par son Maire, Madame Nathalie GONZALES, agissant en cette qualité, suivant délibération du ____ / ____ / 2023.

assistée de l'OFFICE NATIONAL DES FORETS, représenté par Monsieur Gildas REYTER, Responsable du Service Forêt de l'Agence territoriale Alpes-Maritimes Var, dont les bureaux pour le Var sont situés au 101 Chemin San Peyre 83220 LE PRADET, ci-après dénommé dans le texte la commune

Ci-après désignée la commune, **d'une part.**

ET

La Fédération du Var pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique, représentée par Monsieur Louis FONTICELLI, Président, dont l'adresse du siège social est 100 chemin du Paradou - 83790 PIGNANS.

Ci-après désignée le concessionnaire, **d'autre part.**

ARTICLE 1 - OBJET

La commune donne en location au concessionnaire qui l'accepte, le droit de pêche sur le lot désigné ci-après. Le concessionnaire déclare bien connaître ledit lot à tous égards et reconnaît expressément avoir pris connaissance des clauses et conditions de la location.

Dans le cas de manifestations ponctuelles pouvant amener la présence du public, le concessionnaire devra obtenir toutes les autorisations préalables s'y rapportant et veiller à ce que toutes les règles de sécurité soient respectées. Il devra en avvertir la Commune et l'ONF trois mois à l'avance.

L'ensemble de la zone concédée figure sur les plans joints en annexe.

ARTICLE 2 – DÉSIGNATION DU LOT (voir plans joints)

- Cours d'eau :
 - L'Aille – Linéaire : 4 045 ml sur les 2 rives (gauche et droite)
 - L'Argens – Linéaire : 1 124 ml entièrement en rive droite

ARTICLE 2 - DUREE

La présente concession est établie pour neuf années successives aux périodes suivantes :

du 04 avril 2023 au 31 décembre 2031 .

Elle pourra être résiliée par le concessionnaire sur simple demande parvenue avant le 31 décembre de chaque année à la Commune et au technicien forestier territorial ONF.

Elle pourra être résiliée par la Commune pour non-application des clauses techniques définies dans la présente convention ou pour tout autre motif de gestion forestière ou environnementale.

Tout renouvellement donnera lieu à l'établissement d'un nouvel acte.

ARTICLE 3 - REDEVANCE :

En application de l'article L. 2125-1 du Code Général de la propriété des personnes publiques, la redevance sera de **dix** (10) euros annuels.

ARTICLE 4 – CONDITIONS D'ACCES AUX SITES :

a) D'une façon générale :

Le concessionnaire et les personnes les accompagnants n'utiliseront les véhicules que sur les routes et chemins ouverts à la circulation publique.

L'accès pédestre se fait donc à partir des voies ouvertes à la circulation publique.

b) Dérogation et autre droit d'accès :

Une dérogation est accordée aux pêcheurs pour circuler sur le chemin forestier interdit à la circulation automobile pour se rendre sur la zone de déchargement situé avant le pont de fer sous les conditions suivantes :

- Accès en véhicule autorisé **mais limité au temps de déchargement et rechargement du matériel** ; une fois déchargé le véhicule doit être stationné sur le parking public en amont.
- **Pendant l'action de pêche le véhicule est stationné sur un emplacement autorisé** (parking public au départ des sentiers),
- Pendant le temps de présence du véhicule sur les lieux de chargement / déchargement / stationnement, **copie du permis de pêche sera déposée sur le tableau de bord** visible depuis l'extérieur

Le non-respect d'une de ces conditions pourra être sanctionné d'une amende de 4^{ème} classe (135€).

c) En période estivale :

Les rives étant situées dans un massif forestier, le concessionnaire et ses membres devront se conformer à la réglementation sur l'accès aux massifs forestiers en consultant chaque jour, du 21 juin au 20 septembre (voir plus en fonction des éventuels arrêtés préfectoraux de prolongation potentiellement pris), le site internet <http://www.var.gouv.fr/acces-aux-massifs-forestiers-du-var-a2898.html>.

L'accès au plan d'eau et cours d'eau sera interdit les jours de risque incendie « TRES SEVERE » et « EXTREME » (rouge et noir).

Les massifs à consulter est « MAURES ».

En cas de risque « SEVERE » (orange) le public devra avoir quitté le site avant 13h.

ARTICLE 5 - CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES :

a) Equipements / Entretien

Toute installation ou modification des lieux ne pourra être réalisée qu'après accord de la Commune et de l'ONF.

Le concessionnaire s'engage à ne pas dégrader le milieu naturel ; en particulier tout abattage d'arbres et implantations diverses sont interdits sans autorisation expresse de la Commune et du technicien forestier territorial de l'ONF,

b) Gestion piscicole

En application de l'article L 433.3 du Code de l'Environnement le concessionnaire est tenu d'établir un plan de gestion des ressources piscicoles conforme à la réglementation en vigueur. Le Plan ne pourra être mis en œuvre qu'après avoir reçu l'agrément de la Commune et de l'ONF au vu de la cohérence avec le plan départemental de protection du milieu aquatique et de gestion des ressources piscicoles élaboré par les fédérations de pêche (art. L 433-4 Code Environnement).

Le concessionnaire s'engage à mettre en place toutes actions inscrites dans le plan de gestion piscicole sur un mode patrimonial et conformément au Plan du Var pour la Protection du milieu Aquatique et la Gestion des ressources piscicoles – PDPG Var.

Il effectuera également des actions dans le cadre d'une promotion de la pêche et notamment tout rempoissonnements qui ne soient pas incompatibles avec le peuplement piscicole identifié par l'espèce repère inscrite au PDPG Var,

Communication / Information :

Les dates d'intervention du bénéficiaire seront communiquées au moins une semaine à l'avance à la Commune et au technicien forestier territorial ONF pour les opérations de gestion : empoissonnement notamment.

Toute action nécessitera l'autorisation expresse de la Commune et du technicien forestier territorial de l'ONF.

c) Respect de la réglementation pour la pratique de la pêche

Le concessionnaire fera respecter l'application de la réglementation pour la pratique de la pêche par des Gardes Particuliers ou Agents de Développement agréés au titre de la pêche par le représentant de l'Etat, tout en participant à la surveillance des secteurs définis à l'Article 2 dont ils ont la charge.

d) Rivière de l'Aille

Aucune embarcation n'est admise sur la rivière "AILLE" à l'exception de celles nécessaires à l'entretien et au faucardage dans la mesure où de tels travaux sont programmés et/ou après autorisation expresse de la Commune et du technicien forestier territorial de l'ONF,

En cas de trop faible étiage de la rivière "Aille", l'exercice de la pêche pourra être provisoirement suspendu, à charge par le preneur d'en multiplier l'information.

e) Respect de la réglementation sur l'emploi du feu

Le concessionnaire et ses membres devront respecter les règlements en vigueur concernant l'emploi du feu en forêt et l'application du Code forestier.

Les dispositions de l'arrêté préfectoral concernant l'emploi du feu dans les massifs forestiers et à moins de 200m s'appliquent totalement (emploi du feu interdit).

f) Propreté

Les papiers et tous les détritiques de toute nature seront enlevés au fur et à mesure.
Le concessionnaire et ses membres laisseront les lieux propres.

Si la Commune ou l'ONF constataient des dépôts divers, une notification serait transmise au concessionnaire afin qu'il procède sans délais à la remise en état des lieux. Si celui-ci ne s'exécutait pas, l'ONF procéderait à cette remise en état aux frais du concessionnaire.

g) Travaux forestiers

Le concessionnaire devra supporter sans indemnisation tous les travaux sylvicoles qui pourraient être effectués à proximité.

ARTICLE 6 – DROITS ET OBLIGATIONS DU LOCATAIRE :

Le droit de pêche est un accessoire de la propriété du fonds riverain (Art. L 435-4 du CE) :

Tout détenteur de ce droit de pêche est tenu de participer à la protection du patrimoine piscicole et des milieux aquatiques. A cet effet, il ne doit pas leur porter atteinte, et le cas échéant il doit effectuer les travaux d'entretien sur les berges et dans le lit du cours d'eau, nécessaires au maintien de la vie aquatique (Art. L 432-1 du CE).

L'exercice du droit de pêche doit être justifié par une adhésion à une association agréée de pêche et de protection du milieu aquatique (Art. L 436-1 du CE).

L'exercice du droit de pêche emporte obligation d'une gestion des ressources piscicoles. Celle-ci comporte l'établissement d'un plan de gestion (Art. L 433-3 du CE).

L'exercice du droit de pêche emporte également bénéfice du droit de passage (Art. L 435-6 du CE).

Les travaux d'entretien de berge (abattage, terrassement, ...etc...) doivent se faire avec l'accord préalable de la Commune et du technicien forestier territorial ONF. Les travaux devront respecter les règlements en vigueur et avoir fait l'objet des démarches et demandes d'autorisations nécessaires.

Avant tout entretien, le concessionnaire doit se renseigner auprès de la Commune sur l'opportunité des travaux.

ARTICLE 7 - RESPONSABILITE :

Le concessionnaire est chargé de prendre à ses frais, toutes les mesures de sécurité qui s'imposent. Il devra contracter toutes assurances nécessaires et prendre à ses frais, toutes les mesures de sécurité qui s'imposent.

La responsabilité de la Commune et de l'Office National des Forêts ne saurait être engagée pour tous dommages causés aux personnes et aux biens du fait de l'utilisation de la présente concession.

La Commune et l'ONF déclinent toute responsabilité en cas d'accident ou de dommages quels qu'ils soient résultant de l'usage de cette concession.

ARTICLE 8 - RESILIATION :

Le non-respect de l'une ou l'autre des conditions entrainera de plein droit, et sans indemnité, la résiliation immédiate de la présente concession, indépendamment des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées devant les tribunaux compétents. Celle-ci pourra également être résiliée après un préavis de six mois dans le cas où le terrain concédé deviendrait incompatible avec d'autres objectifs fixés par la Municipalité.

ARTICLE 9 - FRAIS

Les frais de timbre et d'enregistrement éventuels sont à la charge du concessionnaire.

ARTICLE 10 - INDEMNISATION

Aucune indemnisation ne pourra être réclamée par le concessionnaire pour diminution de jouissance résultant d'incendie, d'exploitation de coupes, de travaux sylvicoles.

ARTICLE 11 – REGLEMENT DE LITIGE

Tout litige résultant de l'application de la présente convention relève de la compétence du Tribunal administratif de Toulon sis Rue Racine à TOULON. Les parties s'engagent avant toute procédure contentieuse à entamer une tentative de règlement du litige à l'amiable.

PJ : cartographie du site

Fait à Les Arcs, le _____ (date renseignée par la commune)

Le Concessionnaire,

(Signature précédée de la mention "LU ET APPROUVE")

Le Maire,

Visa ONF
Le Responsable du service forêt